

ÉPISODE CÉVENOL 33

Maï 2023

Un courant d'air et de rivière

De la boue et des bleus

Les Soulèvements de La Terre ont appelé à la constitution de comités locaux pour répondre à la menace de dissolution du ministre de l'Intérieur. Très vite, la carte de France s'est constellée de points représentant l'émergence de ces comités et, surprise – ou pas, la Terre se soulève beaucoup dans les villes : Lyon, Marseille, Toulouse, Rennes, Nantes...

L'alliance est solide entre des urbains, pourtant accusés d'être « porteurs d'une écologie médiatique et punitive », mais vivifiés par l'émergence de la génération climat, et des ruraux, paysan.nes ou habitant.es qui vivent déjà, au quotidien, les conséquences des choix politiques du pouvoir en place.

L'adoption du bleu de travail comme « costume » pour les mobilisations des SLT est porteuse de sens à plusieurs titres.

Ce vêtement renvoie au peuple des travailleur.ses des usines et aux luttes sociales menées aux XIXème et XXème siècles.

Il a été également adopté par les Rosies, militantes féministes qui animent les manifestations surtout dans

les grandes villes, et devient symbole du travail féminin peu ou pas rémunéré, peu ou pas considéré et, partant, de la lutte contre le patriarcat.

Le bleu de travail se trouve alors être le trait d'union de toutes ces remises en cause du système capitaliste, générateur des dominations de classe et de genre comme de la domination de l'homme sur le vivant.

Le bleu de travail est aussi l'emblème de l'attachement au travail dans ce qu'il a de fier, de digne, lorsqu'il est source de subsistance et/ou de soin aux vivants.

Un travail, qui a peu à voir avec les politiques de l'emploi et trouve plus facilement à se réaliser dans le monde rural où les relations non marchandisées sont

nombreuses : les échanges de services comme les dons et contre dons de produits des jardins ou des élevages sont pratiqués largement et contribuent à créer ou entretenir les liens interpersonnels. Marcel Mauss, l'un des pères de l'anthropologie, l'a théorisé : « L'économie n'a de sens que comme une traduction du social »

C'est ce qu'exprimait en 2016 la CGT de Vinci dans un communiqué, dont le contenu est repris par la suite par la fédération de la CGT de la construction : « Nous, travailleurs de ces entreprises, nous ne travaillerons pas pour le chantier de Notre Dame des Landes. Nous voulons bien effectivement construire des écoles. Nous voulons bien participer à des chantiers qui sont utiles aux populations. Nous nous arrêterons désormais de travailler pour des grands chantiers qui sont nuisibles

à la population. Et nous appelons désormais quiconque travaillant, soit pour Vinci, soit pour des entreprises prestataires de Vinci qui participeraient aux travaux, à faire appel à son droit de retrait et à refuser de travailler pour ce type de chantier » (1).

A l'inverse, l'anthropologue américain

David Graeber, dans son livre *Bullshit jobs* (2) (boulots à la con), dénonce le non-sens de nombreux emplois générés par l'économie néolibérale dominante. L'expression désigne selon lui « une forme d'emploi rémunéré qui est si totalement inutile, superflue ou néfaste que même le salarié ne parvient pas à justifier son existence, bien qu'il se sente obligé, pour honorer les termes de son contrat, de faire croire qu'il n'en est rien ». (3)

David Graeber est une figure du mouvement « Occupy Wall Street » (2011), contemporain de celui des indignés en Espagne, et précurseur, en France, de Nuit debout (2016, suite à la lutte contre la loi travail El Khomry). Ces mouvements sont éminemment urbains. Ils ont privilégié des modes d'organisation horizontale,



sans leader, restant délibérément indépendants des partis politiques.

Eux n'ont pas tout à fait réussi à soulever le goudron, mais ils ont fait germer et cultiver une nouvelle manière de penser l'action politique :

« L'un des accomplissements importants de Sainte-Soline réside dans la convergence d'acteurs aux histoires et stratégies militantes différentes : élus de gauche et écologistes, ONG et associations locales, syndicats paysans, mouvements de désobéissance civile et militants autonomes. » (4)



Dit autrement par Corinne Morel Darleux lors de la mémorable soirée de soutien aux SLT organisée le 12 avril dernier :

«(...) l'émergence des SLT est pour moi une des meilleures nouvelles de la décennie (...) parce qu'on y oppose pas le cerveau et les mains, la lutte et la joie, la théorie et la pratique... », « (...) les SLT font, sans plus attendre, ce qui doit être fait. »

Et voilà donc de nombreux militants urbains en bleu de travail, courant dans la boue pour soulever la terre...

Alain Damasio, lors de la même soirée du 12 avril :

« (le capitalisme) Il fait feu pour nous faire taire, nous on fait terre... autant qu'on peut »

Il s'agit bien là de donner un autre sens aux fameuses racines dont l'extrême droite a fait l'étendard de son obsession identitaire.

Et un autre avenir à la terre que celui de Futura Gaïa, projet ultime et mortifère de l'économie start-upière, qui consiste à subventionner grassement (comme les bassines) « une usine verticale automatisée de production de fruits et légumes hors sol et hors saison » !

Alain Damasio, ce même 12 avril, a une formule fulgurante pour mettre au jour le lien entre ces deux visions de la ruralité (la nationaliste et la néolibérale) :

« FNSEA, c'est 3 lettres de trop »

Notre quotidien régional organisait justement il y a peu une semaine spéciale « J'aime ma ruralité » avec l'ambition de donner la parole aux habitants lors d'émissions de débats. Il fut beaucoup question « de combat pour davantage de services publics, de transports, de médecins, d'enseignants dans les écoles... », ce qui est juste, mais jamais, ou presque, de la terre et du vivant, ni de l'eau, ni des paysannes. Comme si la ruralité se réduisait au « cadre de vie », expression qui sert malheureusement d'intitulé à une délégation d'élus dans de nombreuses communes. Un cadre de vie

pour ceux qui iront travailler plus loin, en ville, patienter dans les encombrements et perdre leur vie dans un bullshit job, ou ne pas la gagner dans un métier pourtant beau et utile...

La bergère qui est venue récemment à l'AMAP nous présenter ses produits éclatait de fierté en parlant de son travail, de ses brebis, de ses projets...

Rien à voir avec l'emploi mal payé qui consiste à mettre en rayon, à l'heure où il n'y a personne dans le magasin pour en parler, des yaourts qui ont parcouru des milliers de kilomètres pour être fabriqués à partir du lait de vaches malheureuses, emballés dans des matières qui étouffent la vie et aromatisés aux paradis artificiels.

Alain Damasio, encore :

« Vous les productivistes, vous êtes la nature qu'on défonce... »

Si 30 000 personnes sont allées mettre les pieds dans la boue, et en sont revenues avec des bleus pour beaucoup, bien pire pour certains, auxquels nous pensons toujours très fort, c'est que nous ne pouvons plus « nous considérer « maîtres et possesseurs de la nature », selon la formule de Descartes, mais « vivants parmi les vivants », selon celle du philosophe Baptiste Morizot. » (5)

Alain Damasio, toujours : « La seule croissance que nous supporterons sera celle des arbres et des enfants ». [Marie Motto-Ros]

1. <https://tinyurl.com/2aamndp2>

2. Graeber, David (trad. de l'anglais), *Bullshit Jobs*, Paris, Les Liens qui Libèrent, 2018, p. 416

3. idem, p. 37

4. <https://tinyurl.com/msbmeas2>

5. <https://tinyurl.com/3nh987v8>

La violence en question

Une violence peut-elle en cacher une autre ? Le récent déferlement médiatique orchestré autour de la mobilisation contre la méga-bassine de Sainte-Soline et des affrontements qui ont eu lieu entre manifestants et forces de l'ordre pourraient le laisser croire.



De l'interdiction préfectorale préalable de la manifestation, du déploiement d'un dispositif policier inédit, de l'usage d'une phraséologie stigmatisante (« casseurs venus tuer du flic », « écoterroristes », « ultra-gauche »), à la tentative de dissolution de l'un des collectifs organisateurs, ou encore des menaces proférées par le ministre de l'Intérieur à l'encontre de la Ligue des Droits de l'homme, aucun détail n'a été laissé au hasard afin de discréditer le mouvement d'opposition au projet en le qualifiant de « violent ».

Pour autant, peut-on réellement croire que ce sont les quelques centaines d'« éléments radicaux » surveillés par les renseignements généraux que le gouvernement redoutait tant ? Ceux qui auraient pu s'en prendre à un trou creusé dans la terre défendue par 3 200 gendarmes armés ? Ou pourrait-on y voir là plus largement une subtile méthode de retournement des valeurs permettant d'occulter des questions bien plus fondamentales telles la remise en cause d'un système productiviste souhaitant maintenir à tout prix son hégémonie ? Celui-là même qui piétine nos derniers acquis sociaux et dévaste chaque jour un peu plus l'environnement ?

Il est ainsi vertigineux de voir à quel point le bris d'une vitrine de permanence électorale ou un jet de peinture sur la devanture d'une banque peuvent si aisément prendre le dessus sur les violences structurelles que nous sommes des millions à subir chaque jour. Comme si les souffrances au travail, la précarité, l'exclusion, le racisme, le patriarcat, la compétitivité, la destruction du vivant n'étaient pas des violences suffisamment graves pour être combattues et dénoncées amplement. Comme si le nombre de personnes mourant chaque année faute de logement, à cause de maladies professionnelles ou pour avoir voulu traverser la méditerranée n'étaient pas le reflet d'un régime intrinsèque-

ment violent. Comme si le monopole de la violence, assumé par l'État, lui permettait d'éborgner, de mutiler, d'emprisonner, ou de tuer, en toute impunité.

Étrangement, lorsque le maire de Saint-Brévin démissionne de ses fonctions après plusieurs menaces de mort et l'incendie d'une partie de son domicile pour avoir voulu accueillir des exilés dans sa commune, le gouvernement en place n'a pas crié au terrorisme ni tenté de dissoudre quelque groupe d'extrême-droite prônant la haine des étrangers. Quand le vice-président du conseil départemental de Mayotte déclare « qu'il faudrait peut-être en tuer quelques uns » en faisant référence aux immigrés comoriens, celui-ci ne s'est pas non plus insurgé contre l'« ultra-droite radicale » infiltrée au sein de l'instance publique.

Derrière le discours dominant sur la violence disparaît le fait qu'une minorité au pouvoir défend ses intérêts et ceux du capital. Cette instrumentalisation pernicieuse remplit à merveille la fonction d'absorber toute remise en cause des inégalités et met dangereusement sur le même plan tout type d'actes violents en les vidant de leur sens. Questionner la violence, ce qu'elle signifie, et comment elle se crée, devient alors un premier pas pour lutter contre. [Fred]



ERROR 404

Paysan-ne not found

« Numérique, robotique, génétique » : tels sont les piliers de la « troisième révolution agricole » évoquée par Emmanuel Macron par le biais du plan de relance France 2030.

Dans ce registre, il n'est pas nécessaire d'attendre un futur lointain, que ce soit dans les « fermes » hi-tech ou dans les usines de production « alimentaire » avec presque plus de paysan-nes dans les premières et plus du tout dans les secondes.



Les « fermes » hi-tech, toujours plus grosses, car elles absorbent les fermes voisines, font baisser le nombre d'agriculteurs sur le territoire. Si la ferme en France est en moyenne de 136 ha, certaines d'entre elles sont souvent détenues par des sociétés à capitaux, quelquefois étrangers, et peuvent atteindre plusieurs milliers d'hectares.

Dans ce contexte où le profit doit être maximum, la main d'œuvre est le point noir qu'il faut absolument limiter. Il n'est pas rare d'y voir des tracteurs pilotés sans chauffeur, grâce à l'association de cartes parcellaires et de GPS de haute précision. (Ainsi nous comprenons bien que les haies ne soient pas les bienvenues et que la taille de la parcelle ait son importance!). À l'aide d'images satellitaires et de drones qui permettent de repérer les couleurs des végétaux en besoin d'azote ce tracteur automatique épandra le dosage nécessaire pour combler de manque.

Et que fait « l'agri-manager » pendant ce temps là ? : il suit sur son ordinateur les cours de la bourse des céréales pour vendre ses stocks au plus haut prix. Il y suit aussi son dossier PAC (Politique agricole commune), l'Europe favorisant ce modèle agricole par le biais de subventions à l'hectare, lui assurant dans certains cas l'essentiel de ses revenus !

Et pour compléter la trilogie, prenons par exemple la variété de colza utilisée qui n'est pas un OGM, interdit en France (smile), mais issue de la mutagenèse ce qui la rend résistante au Roundup et permet de pulvériser la dose

maximum d'herbicide. Ce colza résistant à l'herbicide (VRTH), mais aussi hybride stérile, rend l'agriculteur dépendant de la firme semencière qui du coup lui fournit le pack complet. Macron aurait pu rajouter « médicale » à la trilogie car ce sont les mêmes firmes qui fournissent les pesticides mais aussi les médicaments pour tenter de soigner les cancers qu'ils causent par ailleurs.

Avec les usines de production « alimentaire », nous sommes au sommet du futurisme macronien, qu'entrevoit déjà le film Soleil vert sorti en 1973, et l'on peut sans peine imaginer que ce second modèle va tout faire pour supplanter le premier, même hi-tech. Il s'agit ni plus ni moins de se passer du soleil, du climat et de ses affres, du sol, des fermes et de ses paysan-nes : tout devient contrôlable. L'idéal capitaliste !

Surfant sur la notion de souffrance animale (notion bien réelle pour ce qui concerne les élevages industriels, à nuancer de mon point de vue pour les élevages fermiers... Peut être faudrait-il y consacrer un autre article ?), l'agro-industrie et ses lobbys nous proposent déjà de la viande de synthèse produite à partir de cellules souches. Donc de la « vraie » viande, sans animaux, ni paysan-nes bien sûr.

Quant aux végétaux, on « déguste » déjà depuis quelques années les fraises magnifiques, proposées tout l'hiver, cultivées en hydroponie, c'est à dire dans un bloc de laine de roche alimenté d'engrais chimique avec l'eau d'arrosage, installé dans une serre chauffée au gaz et avec une bonne dose de lumière artificielle pour faire croire au printemps. Le robot cueilleur qui vient de sortir cet hiver met les fraises en barquettes (en bois, bien sûr !). La boucle est bouclée, les travailleurs ramasseurs marocains peuvent rester chez eux .

Et le summum, c'est le projet pilote Futura Gaïa (<https://futuragaia.com>) installé tout près de chez nous dans le Gard, à Rodilhan. Onze million d'euros d'investissements, dont des fonds issus du plan Macron France 2030, de la Région Occitanie et de notre « banque verte » le Crédit Agricole. Des hangars seront livrés clefs en main pour la culture urbaine, au fond d'un hypermarché ou à Rungis, assistance à distance, pilotable depuis un bureau à Paris.



On y cultive salades, plantes aromatiques et bientôt des tomates. Hangars stériles, tenues de chirurgiens, les végétaux poussent dans des cylindres métalliques qui tournent en permanence, lumière 100% artificielle, CO2 adapté à chaque plante, de même que l'alimentation chimique, une mini motte pour ne pas faire penser à du hors sol total, pas de traitement car tout est aseptisé. Voilà la « ferme 3.0 ». Pour un vaisseau spatial pour Mars peut être, mais pour la salade quotidienne ça ne fait pas rêver !

Pas rêver ? Mais si !! car la com est là, copiée sur le discours de « l'ultra-gauche » paysanne cévenole : « Proposer des produits sains, à haute valeur nutritive et à la traçabilité garantie, éviter le gaspillage et garantir des prix abordables et stables toute l'année, produire en local et sans chimie pour un impact environnemental limité ». Une première action contre Futura Gaïa a eu lieu le 15 avril à l'appel de la Confédération paysanne, de Terres Vivantes en Cévennes, d'Attac et d'autres organisations

Vigilance ! L'avenir que certains nous préparent est de moins en moins radieux. L'État et l'Europe font tout pour maintenir l'agriculture paysanne ou biologique dans sa niche, subventionnant massivement des pratiques mortifères, valorisant le capital, alors que cette agriculture paysanne est la seule à même de relever les défis à venir et de maintenir les gens dans les campagnes avec de nombreux-ses paysan-nes.

[Hervé]

Méga bassine à Roche-gude, un projet contraire à l'intérêt général ?

Suite à l'article du Midi libre du 25 avril annonçant un projet de création d'une réserve d'eau à Roche-gude, plusieurs associations et citoyens, réunis dans le Collectif « Eaux à gué » s'interrogent sur la pertinence de ce projet. Comparable à celui de Ste Soline, sur environ 15 ha de terrains, un bassin



de 10 ha (20 terrains de football) est prévu pour stocker un volume d'eau énorme : 600 000 m3 (200 piscines olympiques).

La fréquence et l'intensité des épisodes de sécheresse s'accroissent chaque année : le département des Pyrénées Orientales est touché depuis un an par une pénurie d'eau inédite. Dans le Gard, nous sommes, déjà fin avril, en "alerte renforcée".

L'eau, trop fréquemment considérée comme une ressource inépuisable et gratuite, devient une question vitale. Si cette situation de sécheresse inquiète les agriculteurs et les populations, elle met en évidence la nécessité d'une meilleure utilisation des ressources hydriques et d'un partage équitable de celles-ci entre tous les usagers (agricoles et non agricoles).

Les projets de bassine qui se multiplient sur notre territoire ne sont pas la solution pour répondre aux crises majeures de l'eau et cela pour diverses raisons :

- avec une pluviométrie insuffisante et un rechargement en hiver des nappes de plus en plus tardif, voire inexistant, est-il raisonnable de penser qu'il y aurait suffisamment d'eau pour remplir une bassine de 600.000m3 ?

- retirer l'eau des rivières et de leurs nappes perturbe le cycle de l'eau et a des conséquences désastreuses pour la faune, la flore et les populations et activités en aval de la retenue,

- une fois stockée à l'air libre, l'eau, exposée au soleil et au vent, sera soumise à une évaporation importante (20 à 40 %, voire plus !). Souhaite-t-on que cette eau si précieuse s'évapore dans l'air ?

Toutes ces raisons conduisent des citoyens et nos associations à questionner la pertinence et la viabilité de ce projet de bassine à Roche-gude et soulèvent d'autres interrogations :

- Une centaine d'agriculteurs serait apparemment concernée, mais combien seraient réellement bénéficiaires de cette bassine ?

- A quel type de culture est destinée cette eau ? Nous savons qu'il y a plusieurs cultures de semences VRTH (variétés rendues tolérantes aux herbicides) dans le secteur – les semenciers étant en contrat avec les multinationales Syngenta ou Pioneer. Sert-elle à la souveraineté alimentaire qui est d'assurer

une production agricole locale pour nourrir les populations du territoire ?

- Les agriculteurs, maraîchers, vigneron... en aval ont-ils été consultés par ce projet ? Car si l'eau de la Cèze est retenue en amont, que restera-t-il aux paysans et habitants de l'aval ?

- Quel est le coût du projet ? Quel financement, notamment par l'argent public, est prévu ?

Face à l'aggravation de la situation climatique, notre collectif propose plusieurs alternatives à l'usage de l'eau, en particulier dans le monde agricole :

- Priorité à l'abreuvement des animaux et aux productions agricoles qui relocalisent l'alimentation et favorisent les emplois en agriculture, en particulier le maraîchage,

- Un accompagnement des agriculteurs à la mise en place de pratiques paysannes qui permettent de retenir l'eau dans les sols (réduction des labours et des intrants, plantation de haies...) et de limiter au maximum les besoins d'irrigation,

- Une réorientation des fonds publics qui financent à 70% les immenses bassines vers un soutien financier des agriculteurs (complément de revenus) qui se reconvertissent à ces pratiques paysannes,

- En dernier recours, faire le choix, pour des usages collectifs, de retenues collinaires qui favorisent un stockage de l'eau par ruissellement, sans système de pompage et sont perméables avec le milieu naturel conçues de manière à ne pas trop impacter la biodiversité (pentes, profondeurs, végétation).

- La mise en place d'une gestion collective et démocratique de l'eau.

Un débat démocratique est indispensable avant toute modification de l'usage de l'eau : la rareté présente et à venir nécessite une gouvernance partagée pour décider des usages prioritaires et indispensables et des orientations agricoles d'un territoire. Nous ne pouvons accepter que des décisions aussi importantes soient prises sans débat démocratique, ou, sans que les populations concernées aient leur mot à dire, décisions qui devront être conformes avec les orientations du Plan alimentaire territorial local.

[Le collectif « Eaux à gué »], le 15 mai 2023

eaux-a-gue@proton.me

Premiers Signataires :

- Les ATTAC du Gard
- Comité nîmois de soutien aux Soulèvements de la Terre
- Saint Hilaire Durable
- Terre de liens Languedoc-Roussillon
- Terres Vivantes en Cévennes (SdlT)
- Des citoyen-ne-s

Le Service national universel

Le projet de Macron d'embrigader la jeunesse tombe-t-il à l'eau ?

Fin mars le dossier était prêt, Macron annonce qu'il va se remettre au travail... mais... très largement mobilisés et fort visibles dans les manifestations (500.000 le 23 mars d'après l'UNEF), les jeunes (lycéens, collégiens, étudiant.es... et pas seulement) déboulent et remportent une première victoire : E. Borne recommande au Ministre des Armées et à celui de l'Education de remballer la mise en oeuvre de ce service national. Le SNU devant devenir obligatoire dès septembre 2023, en reparler pour le moment serait jeter de l'huile sur le feu.

Cependant, le projet reste préoccupant.



Qu'est-ce que le SNU ? (1)

Une promesse électorale de Macron pour que « chaque français ait l'occasion d'une expérience, même brève, de la vie militaire ».

- Expérimenté dès 2019 sous forme d'un stage de 2 semaines pour les jeunes volontaires entre 15 et 17 ans, ce stage deviendrait obligatoire dès l'année scolaire 2023-2024 pour les lycéens de 6 départements et serait généralisé en 2026 à 800.000 jeunes, soit alors tous les élèves de seconde et de 1ère année de CAP.

- Ce séjour de cohésion aurait lieu pendant le temps scolaire dans des bâtiments de colonies de vacances, en dehors du département de résidence des stagiaires.

- L'horaire débuterait à 6h30, les « rituels républicains » (levée du drapeau, Marseillaise...) rythment et donnent un cadre à chaque journée. Il y aura une alternance d'activités diversifiées et de temps de vie collective (repas, services...). Fin de journée à 22h30 après un temps de démocratie interne et un temps libre.

- Les animateurs, auxquels le gouvernement promettrait, pour les attirer, un CDI temps plein, seraient encadrés par du personnel de l'Education Nationale en détachement, des militaires à la retraite et des personnels de l'Education Populaire.

Les critiques logistiques et opérationnelles sur ce projet sont nombreuses :

- > coût : 2 milliards d'euros par an. Pour l'UNEF

« c'est à l'Education Nationale et l'Education Populaire qu'il faudrait apporter des moyens »,

> rythme des journées ayant déjà posé des problèmes de santé au stade du volontariat

> à peine la moitié de la capacité d'hébergement dans les colonies de vacances existantes en France actuellement,

> et bien sûr, quel encadrement, quelle formation des responsables et des animateurs contractuels ?

> quelle légitimité constitutionnelle pour autoriser cette obligation pour des mineur.es ?

On se demande alors si l'exécutif pensait une fois de plus passer en force.

Des parents s'inquiètent « hors de question que je confie ma fille mineure à je ne sais quel retraité de l'armée ou contractuel embauché au dernier moment. Ils n'auront jamais mon accord parental ».

Aussi « des familles se préparent à désobéir » (2). Comme il y a des sanctions prévues en cas de non adhésion et qu'il est possible de les dénoncer en justice, des juristes ont été contactés.

Pas trop d'illusions cependant, car, fracture sociale oblige, d'autres parents et jeunes sont enthousiastes : sur les 30.000 volontaires actuels, 1/3 ont des parents policiers ou militaires et leurs enfants suivront le modèle.

Dans le fond, c'est le retour du service militaire et de la nostalgie coloniale (3) avec tout ce qui peut mater les jeunes, les rendre racistes, machistes, sanguinaires et dominants, tout en restant dominés à vie par le Capital.

Né en 1939, pour moi, il est exclu de voir se reconstituer toute forme de service militaire national obligatoire.

En effet, je garde en mémoire les horreurs qu'a pu apprendre à faire l'encadrement militaire à l'ensemble des jeunes de ma génération appelés en Algérie pour défendre « nos valeurs républicaines ».

Ces jeunes, probablement vos pères ou vos grands pères, ayant par ce biais développé un nationalisme et un racisme exacerbé, ont, respectant les ordres donnés par des petits chefs, mis en pratique leur enseignement « civique » sur toute une population étrangère.

Nombreux, de sang froid, ils ont torturé, violé, assassiné, brûlé des cultures et parfois des villages. C'était des jeunes, parfois des copains, des proches, de bons français. Et puis, ils sont rentrés ici, en métropole, en France, juste une Méditerranée à traverser, gardant le silence sur ces crimes pendant 50 ans pour pouvoir vivre tranquilles en famille.

Ces faits sont largement documentés par l'historienne Raphaëlle Branche dans son « enquête sur un silence familial » (4). Tous les témoignages de l'époque ont été longtemps réprimés et censurés, leur diffusion interdite. Les responsables politiques et militaires de l'époque ont participé au développement de notre démocratie, bien de quoi détester cette civilisation.

On peut délirer et se demander si la ferme de Bannières, avec ses légionnaires, devait servir à cette expérimentation, une nouvelle forme de tourisme, en somme ?

Cela devait rapidement amplifier la militarisation et l'endoctrinement d'Etat et surtout pas développer

le civisme qui, pour moi, passe par un engagement associatif, syndical ou politique.

En conclusion, l'intérêt majeur de ce dispositif devant être d'éloigner une nouvelle révolte des jeunes, cauchemar de l'exécutif... Il semble que le projet arrive trop tard ! Il n'ira pas au Parlement.

Donc, cette redoutable histoire pourrait bien s'arrêter là.

Mais... comme bien souvent, un plan B est prévu : les jeunes ne seraient plus concernés en grand nombre si ce SNU n'est plus obligatoire. Par contre, serait étudié un "intéressement" au SNU en volontariat, par exemple la gratuité du BAFA ou du permis de conduire. Dès lors, le bataillon des 30.000 volontaires gonflerait immédiatement.

Mais l'inquiétude se double d'une récente révélation de Politis (5) à propos du SNU volontaire se déroulant actuellement. L'hebdo révèle des cas de « harcèlement sexuel, propos racistes, humiliations et gestes déplacés » qui auraient été commis par 2 militaires haut gradés, l'un référent sport et l'autre adjoint à l'éducation, lors d'un séjour SNU à l'été 2022. Les témoignages viennent de 2 encadrantes, jeunes tutrices adultes responsables d'un groupe d'une douzaine de stagiaires « volontaires ». Ces stagiaires, interrogés aussi par Politis ont un souvenir mitigé de ce séjour SNU, mais certains disent avoir été victimes ou témoins d'incidents traumatisants ou agressifs.

En espérant que ces révélations auront une suite administrative, on ne peut que constater, pour notre part, la dérive inévitable d'un projet éducatif confié à l'institution militaire. « Je ne perçois pas la finalité d'émancipation et d'esprit critique dans les pratiques pédagogiques de l'armée » dit un conseiller d'éducation populaire.

Ainsi, le projet et sa version volontaire restent bien inquiétants et font penser, dans un même contexte de chômage à l'un des piliers de base du fascisme : l'embrièvement massif des jeunes dans les années 30, qui a conduit sans encombre aux milices de l'identité nationale chargées de faire régner l'ordre. Et des Mme Le Pen verraient certainement cela d'un bon oeil, un projet ficelé à point.

Aussi, la vigilance reste pour nous de mise, d'autant plus que c'est souvent en catimini que nos gouvernants nous préparent un avenir sombre.

Il nous reste à faire confiance aux révoltes de l'adolescence contre l'ordre familial et sociétal.

Après tout c'est au grand ado Rimbaud de dire « le drapeau va au paysage immonde ... » (6)

[Pierre B.]

1. Politis n°1747 du 2 au 8 mars 2023

2. <https://tinyurl.com/4c82dj2h>

3. <https://tinyurl.com/mt2muk6n>

4. Raphaëlle Branche "Papa, qu'as-tu fait en Algérie ?" La Découverte - 2020

5. Politis 1754 - 20-26 avril 2023

6. <https://www.lecanardrepublicain.net/spip.php?article59>

chaos,
comme toujours, tu es là, sans haine sans résistance, sans peur, sans passion
tu es là normalement là
tout en désordre et c'est ce que notre ignorance te reproche... tu vas tu viens, inaccessible aux humains
sans médire, sans prédire tu n'as cure des agitations désordonnées qu'une société désespérée dispose
provisoirement hors contrôle
inconditionnel à l'ordre établi, tu négliges toute souveraineté
tu te tiens là entre chien et loup, au bord du monde, sans notion de temps, sans volonté d'espace
tout bouge dans ton immobilité fossile
tu perds et prends vie avec raffinement, rien ne t'affecte, tu es chaos et tu resteras chaos
la guerre t'indiffère, la paix te désintéresse
tu es la naissance du monde et bien sûr tu en es sa fin
qu'importe le chemin à suivre, cette connaissance nous reste inaccessible...
et c'est pourtant là
tout ton mystère qui guide notre unique raison de vivre ...

souffle lent sur la forêt en veille
elle fait son histoire
avec ce qui lui reste
ses mousses ses lichens
ses arbres en désordre

ses tableaux si soudain

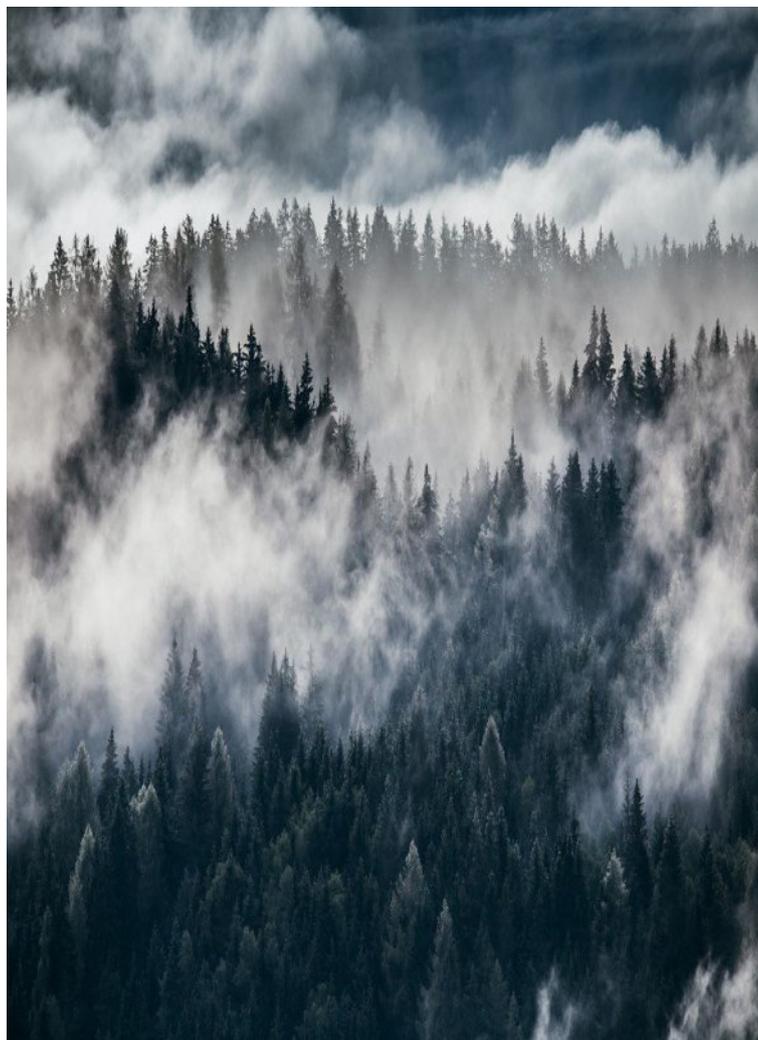
la brume se lève
remplissant
les poumons de nuages

tant d'oiseaux sur les mangeoires
un traité de paix provisoire
au destin imprévu

le chien nordique dans sa fourrure d'hiver
sans hiver
et son regard noir sur tout ce blanc
sans neige

si loin des villes
des bruits inutiles
des agitations perdues

tournant le dos aux hommes
pour devenir forêt au milieu des montagnes



[anna]